

Maintenant que le conseil de classe est passé, on refait la photo ?



Les Copains d'Avant de Renault (de gauche à droite et de haut en bas). **Le clan Ghosn** : Mouna **SEPEHRI**, Directrice déléguée à la présidence rétrogradée ; Carlos **GHOSN**, Président inculpé d'abus de biens sociaux ; Jean-Christophe **KUGLER**, Directeur Europe remercié ; **Bruno ANCELIN**, Directeur Produits Programmes remercié ; Thierry **BOLLORE**, Directeur Général révoqué / **Les intérimaires** : Olivier **MURGUET**, Directeur Général Adjoint ; Clotilde **DELBOS**, Directrice Générale ; Jose Vincente **DE LOS MOSOS**, Directeur Général Adjoint / **Les transfuges partis chez PSA** : Anne **ABBOUD**, Directrice SOVAB ; Carlos **TAVARES**, Directeur Général ; Alain **RAPOSO**, Directeur Moteurs Alliance ; Béatrice **FOUCHER**, Directrice Gestion des talents ; Thierry **KOSKAS**, Directeur Commercial ; Arnaud **DEBOEUF**, Directeur de l'Alliance ; Olivier **BOURGES**, Directeur Contrôle de gestion ; Vincent **COBEE**, Directeur Stratégie Produit / **Les faux espions** : Patrick **PELATA**, Directeur Général le fusible ; Matthieu **TENENBAUM**, Directeur projet VE licencié puis réintégré ; Bertrand **ROCHETTE**, Directeur Avant Projets licencié ; Philippe **CLOGENSON**, Directeur Marketing licencié puis réintégré ; Michel **BALTHAZARD**, Directeur Projets Prestations licencié.

Renault en panne de direction

Il est courant dans le monde capitaliste que les cadres dirigeants changent régulièrement d'entreprise, passant d'un groupe industriel à une haute administration, d'une multinationale financière à un poste gouvernemental. Leur itinéraire est souvent guidé par leur carriérisme et leur faculté à se plier aux exigences des grands actionnaires.

Mais chez Renault, la valse des directeurs est bien plus importante qu'ailleurs. C'est même la débâcle ! Ils sont plusieurs dizaines à avoir quitté le groupe de leur plein gré ou poussés dehors : faux espions en 2011, départ de Tavares en 2014, arrestation de Ghosn en 2018, départ de directeurs chez PSA, révocation de Bolloré en 2019...

Les tribulations des grands directeurs de Renault font régulièrement la Une des médias. Renault, c'est un peu Dallas et à chaque rebondissement ce sont les salariés qui comptent les points !

Cette débandade est le symptôme d'une crise profonde à la tête de l'entreprise, une crise qui a entraîné dans son sillage Nissan et qui ne semble pas devoir finir.

Car malgré le discours rassurant de la nouvelle Direction Générale (Delbos/Murguet/De Los Mozos), il n'est pas certain que la crise soit terminée. D'abord parce que cette nouvelle direction n'est qu'intérimaire. Ensuite parce que **les raisons de la crise sont toujours présentes.**

Cette crise est d'abord le résultat du mode de management de Carlos Ghosn :

- ⇒ **autoritaire** (il vaut mieux avoir tort avec le chef qu'avoir raison contre lui)
- ⇒ **pyramidal** (un seul chef tout en haut, trop sûr de lui pour écouter la base)

Avec ce genre de méthode, Ghosn a fait le vide autour de lui. Ceux qui lui faisaient de l'ombre devaient rentrer dans le rang ou prendre la porte. Ghosn s'entourait surtout de courtisans. Sa chute a révélé l'ampleur du désastre.

Tous dans le même bateau ?

Ghosn croyait s'être rendu indispensable en écartant tout concurrent interne, et ainsi devenir l'intouchable pierre angulaire de l'Alliance. C'est raté ! Mais c'est peu dire qu'il n'a pas préparé sa succession.

Thierry Bolloré a refusé de démissionner. Révoqué par le conseil d'administration de Renault (sans motif officiel), il pourrait quand-même toucher jusqu'à **6 millions de prime de départ**. Ce serait un nouveau scandale, alors que Renault vient d'alerter sur ses résultats, et que plusieurs usines françaises du groupe annoncent du chômage partiel.

L'autre héritage de Ghosn, c'est un système de management : pilotage par la Marge Opérationnelle et le Free Cash Flow, primes individuelles et plans d'actions gratuites des cadres dirigeants indexés sur ces objectifs...

Un système pernicieux et partiellement opaque qui focalise l'entreprise sur des objectifs financiers à court terme et sélectionne les dirigeants les plus arrivistes.

La nouvelle direction parle d'exemplarité, de transparence et d'esprit d'équipe :

- ⇒ **L'exemplarité** commencerait par arrêter les rémunérations extravagantes des dirigeants. En 2018, celles des 10 plus hauts salaires a progressé de 15,7% passant de 12,7 à 14,7 millions d'euros brut sur l'année. Est-ce vraiment un prix à payer pour rester compétitifs ?
- ⇒ **La transparence** commanderait de rendre public les primes de performance individuelles versées aux hauts cadres (Prime de Performance Groupe)
- ⇒ **L'esprit d'équipe** exigerait d'en finir avec ces dirigeants qui ne pensent qu'à leur carrière personnelle, et d'écouter ce qui vient de la base.

« **Nous sommes tous dans le même bateau** » selon la nouvelle direction. Mais il y en a qui sont en cale et qui rament, tandis que d'autres sont dans des cabines de luxe et profitent de la traversée. Et une minorité dispose de confortables canots de sauvetage, alors qu'une majorité n'a même pas de bouée.

Pourtant Renault continue de fonctionner malgré cette crise de gouvernance, car **ce sont les salariés qui font avancer le navire.**

Plutôt que de payer à prix d'or des cabinets de consultants pour pondre des organisations dites « agiles » (soi-disant « en rupture » sauf quand il s'agit d'augmenter les profits et de satisfaire les actionnaires), ne faudrait-il pas que les salariés prennent le gouvernail ?



Une crise peut en cacher une autre

Cette crise de gouvernance survient dans un contexte particulier : baisse des ventes, tassement de la croissance chinoise, fin du diesel, investissements nécessaires pour passer à d'autres motorisations, au véhicule autonome et connecté. Renault revoit à la baisse ses résultats financiers... et prévoit tout de même 5% de Marge Opérationnelle.

Cette dramatisation vise à préparer les salariés à de nouveaux sacrifices. Elle rappelle celle de 2013. La direction de Renault invoquait alors une « *baisse structurelle du marché automobile européen* » pour imposer un accord de compétitivité : c'était 7500 suppressions de poste, une augmentation du temps de travail de 6,5% et un quasi blocage des salaires ou la fermeture de sites ! L'accord était à peine signé que les ventes repartaient de plus belle.

Les promesses n'engagent que ceux qui y croient. Avec le second accord de compétitivité de 2017, la direction de Renault promettait des volumes de production pour les usines en échange de plus de flexibilité. La flexibilité s'est en effet accrue, mais les promesses de volume n'ont pas été tenues. L'emploi continue à fondre dans le groupe Renault à coup de délocalisations, d'externalisations et d'intensification du travail induite par cette course à la productivité.

Aujourd'hui la direction prépare de nouveaux accords de compétitivité. La direction a commencé à rencontrer les organisations syndicales centrales (CGC, CFDT, CGT, FO). Son but est d'arriver à un « constat partagé », c'est-à-dire à faire partager aux syndicats et aux salariés son propre constat et ses propres orientations.

C'est une course sans fin au moins-disant social. Plus les salariés font des sacrifices, plus la direction en redemande. Renault, comme d'autres grands constructeurs, a pourtant amassé des milliards de trésorerie ces dernières années, et augmenté la part de dividendes versée aux actionnaires.

Ce serait inéluctable car c'est la crise, mais le nombre et la richesse des milliardaires augmentent. Les cinq premières fortunes de France selon Forbes, représentent 193,6 milliards de dollars. La fortune des quatorze milliardaires français du classement Bloomberg a augmenté de 34,8% depuis le 31 décembre 2018, soit 68,8 milliards d'euros.

L'avenir dépendra de notre mobilisation. Quel avenir pour l'Ingénierie, pour Flins, Douai ou Cergy ? PSA prépare aussi son accord de compétitivité, les équipementiers sont sur la sellette (Bosch Rodez, Continental Toulouse...). C'est tous ensemble, salariés de la filière automobile, que nous pourrons défendre nos emplois et nos salaires.

L'absence de contre-pouvoir est mauvaise pour la santé : syndiquez-vous à SUD !